

**Arrêté n° 927/2025/DREAL/UD88 du 17 SEP. 2025**  
**mettant en demeure la société BLANCHIMENT DE XONRUPT 2 implantée 419 route d'Epinal  
à Gérardmer (88400), de régulariser ses activités**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2655/2008 du 21 août 2008 autorisant la société BLANCHIMENT DE XONRUPT 2 à exploiter ses installations ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 juillet 2025 mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne respecte pas certaines des prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 21 juillet 2025 ;
- Considérant que la société BLANCHIMENT DE XONRUPT 2 ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral susvisé :
- article 4.3.2.2 : en cas d'incendie, une partie des eaux d'extinction ne seraient pas dirigées vers la station d'épuration du G.I.E. du Costet Beillard ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- Considérant que la société BLANCHIMENT DE XONRUPT 2 n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 21 juillet 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** – La société BLANCHIMENT DE XONRUPT 2 est mise en demeure dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté de transmettre à l'inspection des installations classées un échéancier de mise en place de dispositifs assurant que les eaux d'extinctions d'un éventuel incendie sont dirigées vers la la station d'épuration du G.I.E. du Costet Beillard.

A minima, ces dispositifs permettront d'obturer les réseaux d'eau pluviale et d'empêcher les écoulements par les portes des bâtiments.

Cet échéancier prévoira une mise en place effective des dispositifs nécessaires dans un délai qui n'excédera pas 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BLANCHIMENT DE XONRUPT 2, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et au sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 17 SEP. 2025

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.